



# ACADÉMIE DE L'OCDE POUR LES ENQUÊTES EN MATIÈRE DE DÉLINQUANCE FISCALE ET FINANCIÈRE



OCDE

DES POLITIQUES MEILLEURES  
POUR UNE VIE MEILLEURE

# Académie de l'OCDE pour les enquêtes en matière de délinquance fiscale et financière

La délinquance fiscale, la corruption, le financement du terrorisme, le blanchiment de capitaux et autres délits financiers menacent les intérêts stratégiques, politiques et économiques de tous les pays. Combattre ces activités délictueuses étroitement liées exige de la transparence, de solides cadres juridiques et une coopération efficace entre autorités répressives à l'échelle tant nationale qu'internationale.

L'Académie de l'OCDE pour les enquêtes en matière de délinquance fiscale et financière (« l'Académie ») soutient les efforts déployés au niveau mondial pour combattre la délinquance fiscale et les autres délits financiers en apportant aux autorités répressives des pays en développement les compétences de base nécessaires pour lutter contre les flux financiers illicites (FFI).

Au moyen de diverses formations dispensées en présentiel ou en ligne, l'Académie vise résolument à doter les agents participants des connaissances pratiques et des outils nécessaires à une détection, une enquête et une répression efficaces des délits fiscaux et des autres délits financiers, mais aussi à leur donner les moyens d'utiliser et de transmettre ces connaissances dans leurs missions quotidiennes. L'Académie occupe une place centrale dans les initiatives menées par l'OCDE en faveur du renforcement des capacités en matière de lutte contre la délinquance fiscale. Elle a pour principal objectif d'aider les pays en développement à juguler les FFI, accroître la mobilisation des ressources intérieures et consolider la confiance dans l'équité du système fiscal.

## THÉORIE DU CHANGEMENT DE L'ACADÉMIE DE L'OCDE

### CHANGEMENT À LONG TERME : Renforcement de la capacité des juridictions en développement à juguler les flux financiers illicites

- Coopération internationale dans la lutte contre les flux financiers illicites
- Accroissement de la mobilisation des ressources intérieures
- Amélioration du respect des obligations légales et de la confiance dans l'équité des systèmes fiscaux
- Meilleur climat des affaires

### CHANGEMENT À MOYEN TERME : Renforcement de la capacité des juridictions en développement à combattre la délinquance financière

- Renforcement de la capacité des juridictions en développement à combattre la délinquance financière
- Consolidation de la coopération régionale et internationale
- Association des pays en développement aux solutions politiques à la délinquance fiscale
- Amélioration des cadres organisationnels de lutte contre la délinquance fiscale
- Soutien actif des responsables de haut niveau à la lutte contre la délinquance financière

### CHANGEMENT À COURT TERME : Renforcement des compétences des autorités répressives pour lutter contre la délinquance fiscale et financière

- Formation des autorités de lutte contre la délinquance financière aux techniques d'enquête de base
- Meilleure compréhension des normes et des bonnes pratiques de l'OCDE en matière de lutte contre la délinquance fiscale
- Échange d'expériences entre pairs
- Développement des réseaux de coopération régionale et internationale
- Sensibilisation aux tendances actuelles de la délinquance financière
- Accès à des outils, à des orientations et à des supports de formation permettant le transfert de connaissances



Si les FFI constituent un problème d'envergure mondiale, ils sont particulièrement dommageables pour les pays en développement qui peinent à mobiliser des ressources intérieures pour financer leur propre développement de manière durable. L'Afrique perdrait ainsi, à elle seule, **plus de 88 milliards USD chaque année** en raison de ces flux, soit près de la moitié de son déficit de financement pour atteindre les ODD, **chiffré à 200 milliards USD**, d'après un rapport de la CNUCED publié en 2020. Ce manque à gagner sur le plan des recettes pourrait être investi dans le développement durable et servir, par exemple, à améliorer le système de santé, l'éducation, les infrastructures et d'autres services publics.



## Quatre centres et des programmes pilotes axés sur les tendances régionales et mondiales en matière de délinquance financière

L'Académie, inaugurée en 2013 à Ostie en Italie, vise à appuyer les initiatives de lutte contre la délinquance fiscale déployées dans le monde entier en mettant en relation des autorités répressives de différentes régions et en leur proposant des formations. Au vu du succès de ce centre et de la demande croissante des pays en développement de diverses régions, l'OCDE, en collaboration avec des partenaires clés, a créé trois centres régionaux pour l'Afrique (Nairobi, Kenya), l'Asie-Pacifique (Tokyo, Japon) et l'Amérique latine et les Caraïbes (Buenos Aires, Argentine)

respectivement en 2017, 2018 et 2019. Un autre programme pilote pour l'Asie du Sud a été lancé à New Delhi, en Inde, en 2023. Chacun de ces centres offre des formations en présentiel et en ligne. Ces dernières sont dispensées en anglais, sauf celles du programme latino-américain dont les supports sont rédigés à la fois en anglais et en espagnol et pour lesquels est assurée une interprétation simultanée. Un programme pilote en français a également été lancé à Lomé, Togo, pour répondre aux besoins et aux spécificités des juridictions francophones.



Photo de groupe des participants au programme pilote pour les pays francophones, Lomé, Togo, Septembre 2024.



Photo de groupe des participants au programme pilote en Asie du Sud, New Delhi, Inde, juillet 2023.



Programme spécialisé au Centre régional pour l'Asie-Pacifique pour les enquêtes en matière de délinquance fiscale et financière, Tokyo, Japon, mai 2024.



## Des sessions intensives sur la conduite et la gestion des enquêtes et sur des thèmes spécifiques

Les formations s'articulent autour de plusieurs modules d'enseignement conjuguant conférences, discussions en groupe, exercices pratiques et exposés présentés par les participants. Tous les programmes sont interactifs et permettent aux participants d'acquérir une connaissance approfondie du large éventail de problèmes auxquels sont

confrontés les enquêteurs spécialisés dans la délinquance financière et fiscale, ainsi que des parades existantes et des moyens d'action disponibles. Pour une description détaillée de chaque formation proposée, veuillez consulter la page suivante : <https://www.oecd.org/fr/fiscalite/delits/academie-fiscale/cours/>.

### OFFRE DE COURS DE L'ACADÉMIE DE L'OCDE

#### LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DE CAPITAUX: TENDANCES ACTUELLES, POURSUITES ET DÉFITS LIÉS AUX CRYPTO-ACTIFS

La formation offre une vue d'ensemble des tendances actuelles concernant le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (BC/FT), fournit des informations sur les intermédiaires fiscaux et présente les défis en matière de BC/FT soulevés par les intermédiaires fiscaux et présente les défis en matière de BC/FT soulevés par les cryptomonnaies.

#### POTS-DE-VIN ET CORRUPTION

Le programme a été développé pour améliorer la capacité des enquêteurs en matière de délinquance fiscale à comprendre les risques et les tendances en matière de pots-de-vin et de corruption, et pour leur fournir les compétences clés nécessaires pour enquêter efficacement sur des structures internationales complexes, afin d'en recouvrer les actifs.

#### GESTION DES CAS COMPLEXES

Le programme est conçu pour donner aux agents les compétences nécessaires pour naviguer et résoudre des enquêtes financières complexes. Il couvre les points clés essentiels au traitement des cas complexes, garantissant aux participants les connaissances et outils nécessaires pour gérer efficacement les enquêtes financières à grande échelle.

#### TECHNIQUES D'ENQUÊTE POUR UNE UTILISATION EFFICACE DES INFORMATIONS BANCAIRES

La formation a pour principal objectif d'apprendre aux participants à tirer le meilleur parti des déclarations d'opérations suspectes. Elle explique donc comment transformer les renseignements en preuves et optimiser l'utilisation des données provenant des institutions financières, présente la législation interdisant d'informer un client d'une opération suspecte le concernant et décrit les problèmes liés aux correspondants bancaires.

#### CONDUITE DES ENQUÊTES FINANCIÈRES (Programme de base)

Le programme permet aux participants d'acquérir les principales compétences requises pour mener à bien des enquêtes financières, que sont notamment l'aptitude à tracer des flux financiers à travers les mailles de mécanismes financiers complexes et le recours à des techniques sophistiquées pour mettre au jour les liens entre les suspects et les activités financières illicites.

#### GESTION DES ENQUÊTES FINANCIÈRES (Programme intermédiaire)

Le programme plus spécialisé est destiné aux agents assumant des fonctions de direction ou de supervision dans les enquêtes et les poursuites des délits financiers et met l'accent sur les compétences de direction, la gestion de ressources limitées, l'évaluation des menaces et des risques et le traitement des affaires complexes.

#### RECouvreMENT DES ACTIFS: GEL ET SAISIE D'ACTIFS

La formation s'adresse aux agents ayant une expérience en matière de gel et de saisie d'actifs dans le cadre d'affaires de délinquance fiscale et financière et porte principalement sur le recouvrement d'actifs, fondé ou non sur une condamnation, et les initiatives internationales en matière de recouvrement d'actifs.

#### TECHNIQUES D'ENQUÊTE POUR L'ÉCONOMIE MONÉTAIRE

La formation vise à surmonter les difficultés rencontrées lors des enquêtes sur l'économie monétaire et traite ainsi des techniques d'enquête électronique, des méthodes de preuve et de vérification indirecte du revenu, ainsi que des approches législatives et procédurales de l'économie monétaire.

#### ENQUÊTES EN MATIÈRE DE FRAUDE À LA TVA/TPS

La formation présente en détail les évaluations des menaces et des risques concernant différents types de fraudes à la TVA/TPS, diverses techniques d'enquête, les enjeux soulevés par les poursuites et les problèmes de blanchiment de capitaux associés à la fraude à la TVA/TPS.





## L'équipe de l'Académie

Le Secrétariat de l'Académie, basé à l'OCDE, s'acquitte de la gestion et de l'administration de l'Académie. Chaque programme est encadré par un responsable des cours et une équipe de formateurs experts provenant d'autorités

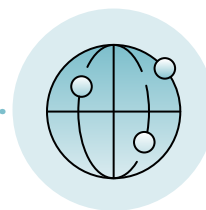
de répression de la délinquance financière du monde entier, y compris des enquêteurs, juges et procureurs en poste ou retraités issus de pays développés et en développement.



**10 RESPONSABLES DE COURS**



**PLUS DE 100 FORMATEURS  
EXPERTS ACTIFS**



**PLUS DE 25 JURIDICTIONS**

## Résultats de l'Académie\*

Depuis 2021, l'OCDE mène des analyses annuelles d'impact afin de déterminer si l'Académie parvient à remplir son objectif, à savoir renforcer les capacités des pays en développement à lutter contre la délinquance financière. Les résultats de ces analyses démontrent l'effet positif de l'Académie. En effet, la grande majorité des participants interrogés ont déclaré que l'Académie leur avait permis d'acquérir des compétences et des techniques qui étaient aisément transposables dans un contexte national et qu'ils continuaient à utiliser plusieurs années après la formation. En outre, les participants accordaient une grande importance aux relations nouées avec les autres participants et ont indiqué s'être efforcés « d'institutionnaliser » les connaissances acquises à l'Académie en les transférant à leurs collègues dans toute l'administration.

Au-delà de l'effet individuel, les études laissent à penser que l'Académie pourrait insuffler un changement positif au sein des entités ou des juridictions participantes par des améliorations des cadres procéduraux, opérationnels ou institutionnels en matière de lutte contre la délinquance

fiscale et les autres délits financiers. Les participants interrogés ont également donné des exemples concrets très variés qui corroborent une corrélation entre participation à l'Académie et perfectionnement de différents types de mesures d'application du droit (détection, enquête, poursuites, recouvrement d'actifs, qualité des entretiens, coopération entre administrations notamment).

**83 %**

des participants déclarent que les compétences acquises à l'Académie ont amélioré leur capacité à exercer leurs fonctions quotidiennes.

**96 %**

des participants déclarent que l'Académie a amélioré leurs compétences et leur a enseigné de nouvelles techniques d'enquête utiles.

**92 %**

des participants ont déclaré avoir pris des mesures concrètes pour partager les connaissances et compétences acquises à l'Académie avec des collègues au sein de leur administration.

\* Les résultats présentés ici reposent sur les réponses de 326 participants à l'Académie collectées dans le cadre d'une enquête.



### Transfert de connaissances à la Barbade

*« Participer à la formation sur la gestion d'enquêtes sur les délits financiers en 2016 a été une expérience d'apprentissage inestimable qui me sert encore aujourd'hui. Lorsque je suis rentrée de l'Académie, j'étais tellement impatiente de partager mes nouvelles connaissances que la première chose que j'ai faite a été d'organiser des sessions de formation pour l'ensemble de la Division de la vérification. En appliquant les compétences acquises à l'Académie dans nos missions de vérification, les collègues que j'avais formés et moi-même avons été en mesure de détecter des transactions frauduleuses entre des parties liées qui ont donné lieu à des mises en recouvrement importantes.*

*Les animateurs du cours étaient très compétents et ont su faire profiter l'ensemble des participants de leurs nombreuses années d'expérience dans leurs domaines respectifs. Ce fut un honneur de suivre leurs cours. »*

**Kathleen Pilgrim**, Responsable de la gestion globale des risques, Administration fiscale de la Barbade

## Comment participer ?

L'Académie est ouverte aux agents de tous les organismes publics intervenant dans la lutte contre la délinquance fiscale et les autres délits financiers (par exemple, le blanchiment de capitaux, la fraude, les pots-de-vin et la corruption). Sont notamment visés, de manière non limitative, les enquêteurs chargés des affaires fiscales en matière civile et pénale, les responsables des services de renseignement financier, les responsables des autorités de lutte contre le blanchiment de capitaux et la corruption, les policiers, les procureurs et les juges.

Grâce aux contributions de nos donateurs, toutes les formations de l'Académie sont dispensées à titre gracieux. Les participants doivent cependant s'acquitter de leurs frais de déplacement et de séjour dans le cas des programmes en présentiel (transport, logement, alimentation, etc.). Conformément à la politique générale de l'OCDE en faveur de la représentation équilibrée des deux sexes, l'Académie s'efforce de veiller à ce que les femmes soient équitablement représentées par rapport aux hommes lors des formations et encourage donc vivement les femmes à déposer leur candidature. La liste des formations à venir, les critères de sélection et des informations détaillées sur le [processus de candidature](http://www.oecd.org/fr/about/programmes/tax-crime-academy.html) peuvent être consultés sur le site Internet de l'Académie : [www.oecd.org/fr/about/programmes/tax-crime-academy.html](http://www.oecd.org/fr/about/programmes/tax-crime-academy.html).



### Création et bilan positif d'une Cellule de recouvrement d'actifs aux Philippines

« Ma participation à l'Académie a été le principal moteur de la création du Groupe d'Action pour le Recouvrement d'Actifs au sein du Bureau des recettes internes en 2018. Les connaissances, les compétences, les réseaux et les amis acquis dans le cadre de l'Académie ont grandement contribué à la création de ce groupe d'action et à l'institutionnalisation d'unités spécialisées dans les bureaux régionaux à l'échelle nationale. Ces unités récupèrent continuellement des actifs et génèrent des revenus grâce à la vente et/ou aux enchères publiques des biens saisis et confisqués, et aident à identifier et à poursuivre les délinquants fiscaux. Lors de son lancement initial, les recettes générées se sont élevées à 38,5 milliards de PHP (660 millions d'EUR). »

**Grace Lacerna**, OIC - Directrice régionale adjointe, Bureau des recettes internes, RR1 – Calasiao, Pangasinan, Philippines



### Mettre fin à la corruption et au blanchiment d'argent en Namibie

« À la suite de notre participation à l'Académie, nous avons été affectés à une équipe spéciale chargée d'enquêter sur le scandale Fishrot, une affaire d'allégations de fraude et de corruption à haut niveau dans le secteur de la pêche en Namibie. Les compétences acquises à l'Académie se sont avérées très utiles, en particulier pour suivre, examiner et analyser des transactions financières suspectes, des factures, des relevés de compte et d'autres documents financiers et mener une enquête sur ces éléments. L'importance accordée par l'Académie à l'analyse des transactions nous a permis de tracer les fonds jusqu'à leurs sources, y compris dans le cas de sociétés ayant des liens avec la famille ou les amis des suspects. Notre enquête a débouché sur des poursuites pénales à l'encontre de plusieurs hauts responsables politiques ou fonctionnaires. Ces derniers sont actuellement en attente de jugement dans un procès qui fera date en Namibie et permettra de réprimer des pratiques qui menacent le bien-être économique et social de l'ensemble du pays. »

**Mme Maria Mbeeli** et **M. Aaron Kalinga**, agents principaux, Unité de renseignements et de coordination des enquêtes, Administration fiscale namibienne



## Comment soutenir l'Académie ?

En tant que programme de renforcement des capacités, l'Académie est financée exclusivement par des contributions en nature et volontaires de partenaires donateurs. Diverses entités gouvernementales, notamment des administrations fiscales, des agences de développement et des ministères des finances et des affaires étrangères, financent déjà les

activités de l'Académie dans le monde entier. Toutefois, pour que l'Académie puisse continuer à répondre à la demande croissante, des fonds supplémentaires sont nécessaires. Pour en savoir plus sur la manière dont votre organisation peut soutenir l'Académie, veuillez contacter [taxcrimeacademy@oecd.org](mailto:taxcrimeacademy@oecd.org).

### Administrations d'accueil de l'académie



Guardia di Finanza (Italie)



National Tax Agency (Japon)



Kenya Revenue Authority (Kenya)



Administracion Federal de Ingresos Publicos (Argentine)



Central Board of Direct Taxes (Inde)



Office Togolais des Recettes (Togo)

### Donateurs



Allemagne



Belgique



France



Irlande



Italie



Japon



Luxembourg



Luxembourg



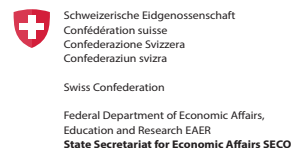
Norvège



Pays Bas



Suède



Suisse





Pour plus d'informations :



[taxcrimeacademy@oecd.org](mailto:taxcrimeacademy@oecd.org)



<https://www.oecd.org/fr/about/programmes/tax-crime-academy.html>



[@OECDtax](https://twitter.com/OECDtax)



[OECD Tax](#)